



CFP Quimper  
3 bd du Finistère  
CS  
29107 Quimper

solidairesfinancespubliques.ddfip29  
@dgfip.finances.gouv.fr

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## Comité Social d'Administration du 19 décembre 2023 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Triste fin d'année... la négociation en cours à la DGFIP sur la revalorisation du régime indemnitaire des personnels est en panne. La réunion prévue le 1<sup>er</sup> décembre dernier a été reportée à janvier 2024 de façon unilatérale par le Directeur général, mécontent d'une expression de Solidaires Finances Publiques sur les difficultés rencontrées par les services de la DGFIP dans le cadre de la campagne des avis d'impôts locaux, pourtant triste réalité et prolongement sans fin du fiasco GMBI...

Pour notre organisation syndicale, ce report est inacceptable au regard de la dette indemnitaire cumulée, des conditions d'exercice des missions et des conditions de travail mises à mal depuis des années.

Nous sommes plus que jamais déterminé.es à obtenir une revalorisation significative et pérenne pour l'ensemble des personnels de la DGFIP, et tout autant à dénoncer ce qui ne va pas à la DGFIP, n'en déplaise à Monsieur Fournel.

S'agissant des revirements de la DG sur l'attribution de la prime GMBI aux EDR qui ont été fortement sollicités sur la mission foncière, pouvez-vous nous dire ce qu'il en est?

2023 se termine bientôt, et depuis un an, les instances se succèdent à un rythme effréné pour nous, représentant.es du personnel qui sommes aussi agentes et agents et devons jongler avec les contraintes de nos services.

Face à cette course aux réunions, nous demandons que nous soit communiqué un planning semestriel des instances à venir en guise de cadeau de Noël, une fois n'est pas coutume Monsieur le Président!

Bientôt un an que les nouvelles instances sont en place et, enfin, nous allons voter aujourd'hui les modifications au règlement intérieur (RI) pour le fonctionnement du Comité Social d'Administration Local (CSAL).

Nous attendons de voir si les amendements proposés en formation spécialisée le 4 décembre dernier par l'ensemble des élus seront pris en compte, ou si le dialogue social sera encore une fois bafoué...

Une autre obligation se présente à vous, celle de la transparence envers vos personnels sur la déclinaison du Cadre d'objectifs et de moyens au plan local.

L'objectif selon le DG lui-même était de donner de la lisibilité et de la visibilité aux personnels sur les évolutions des missions de la DGFIP.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette exigence est nécessaire pour que chacun et chacune puisse se projeter dans son futur professionnel et retrouve sens dans sa vie professionnelle.

Or nous désespérons dans le Finistère d'en finir un jour avec ce funeste NRP, comme preuve les points à l'ordre du jour de cette instance:

- Poursuite de la création du SGC de Rosporden
- Implantation du SAD de Rosporden, déploiement d'un accueil de proximité à Concarneau
- Transfert de la gestion d'un EHPAD du SGC de Douarnenez vers la Paierie départementale
- Transfert du siège de la Trésorerie Amendes de Brest vers Concarneau, au mépris de toute logique économique, fiscale et sociale.

Cerise sur le gâteau, la DDFIP du Finistère s'est portée candidate pour expérimenter le transfert du recouvrement forcé des créances des professionnels des SIE vers le PRS! Pour Solidaires Finances Publiques, il s'agit ni plus ni moins d'une énième restructuration liée au NRP, qui ne dit pas son nom.

Qui peut en effet imaginer que les personnels des SIE de Morlaix ou Brest suivront leur mission qui sera transférée à plus de 2 heures de route aller-retour?

En matière de pause sur le rythme des réformes comme annoncé par le DG, on repassera!

Et pour ce qui est de l'exemplarité prônée par notre ministère et notre direction en matière de bilan carbone, il n'y aurait pas comme une petite contradiction?

Après avoir lancé nombre de ses agentes et agents sur les routes, comment la DGFIP pourrait-elle s'étonner du développement du télétravail en son sein?

Solidaires Finances Publiques s'inquiète de ce nouveau transfert en matière de recouvrement, mais plus largement du regroupement et de la réorganisation de missions qui risquent fort d'être les réservoirs à suppressions d'emplois de demain.